

10 Société et Culture

Vie des associations/Ong semence/Cap sur l'exercice 2018-2019

Une meilleure implication des chefs d'établissement

ON

Libreville/Gabon

L'ORGANISATION non gouvernementale (Ong) *Semence* a récemment tenu, à Libreville, son assemblée générale de clôture de l'année

académique 2017-2018. Cette réunion dirigée par son président, le pasteur Brice Okoue Ondo, visait à présenter aux membres, le bilan des activités menées tout au long de l'exercice finissant, en débattre en toute simplicité en y retenant les forces et fai-

Piéton

Attention danger !



Au quartier Sotega, dans le 2e arrondissement de Libreville, riverains et automobilistes flirtent en permanence avec la mort. Un vieux mur érigé en bordure de route se dégrade de jour en jour avec l'effet du temps et menace la sécurité des passants. Ce mur tient à peine debout. Et sans mesurer la dangerosité de la situation, des passants vont et viennent en longeant ce bâtiment.

A quoi sert la passerelle?



Chassez le naturel, il revient au galop, a-t-on coutume de dire. Cette maxime s'applique bien à certains usagers de la route. Précisément ceux du quartier Plein-ciel à Libreville. Ils ont trouvé un prétexte pour renouer avec les vieilles habitudes. A quelques mètres de la passerelle, une grille de sécurité érigée sur le terre-plein, pour empêcher de traverser la voie-express, a été endommagée, certainement par un véhicule. Et, les piétons profitent de ce "trou" pour regagner l'autre côté de la voie. Exactement comme ils le faisaient avant que la passerelle ne soit installée.

Le décor de la honte !



A l'Inspection provinciale du Travail de l'Estuaire, des vieux fauteuils usés par le temps servent de bancs aux visiteurs et agents. Ils sont à peine recouverts d'un vieux cuir qui ne donne nullement envie de s'asseoir dessus. C'est dans ce décor d'un autre âge que sont reçus les usagers de cette administration, parmi lesquels des responsables d'entreprises. Il se susurre que c'est le même type de décor qu'on trouve dans presque tous les bureaux.

Par P.M.M



Photo : Olivier Ndembé

Les membres ont formulé...



Photo : Olivier Ndembé

... des propositions qui permettront à l'ONG d'être plus efficace dans son champ d'action.

blesses, et à fixer le cap du prochain exercice. Dans l'ensemble, l'exercice 2017-2018 aura été assez dense pour elle. Car, malgré les difficultés ayant jalonné son parcours (indisponibilité et absence de certains membres, irrégularité des cotisations, résistances administratives, faible degré d'implication des responsables des établissements, etc.), l'ONG a entrepris, entre autres, une campagne de sensibilisation et d'information aux risques liés à la consommation du tabac et des drogues, dont le fameux "Kobolo", qui cause d'importants dégâts au sein de la jeunesse scolarisée. Une activité menée, quatre jours durant, dans l'ensemble des établissements secondaires privés protestants de Libreville (lycées évangéliques d'Akébé, Melen, Baraka-Mission) et d'Owendo (collège évangélique), avec le concours des partenaires gouvernementaux et non-étatiques, dont l'Organisa-



Photo : Olivier Ndembé

Le nouveau bureau directeur dirigé par le pasteur Brice Okoue Ondo (milieu).

tion mondiale de la santé (OMS). Coût de cette campagne : 3 millions 560 000 francs, pour près d'un millier d'élèves sensibilisés. Face à ces résultats, et constatant que les lycées et collèges confessionnels, censés incarner les valeurs morales tendent à être érigés en champs d'expérimentation pour la consommation de drogues, les participants ont suggéré au nouveau bureau directeur de l'ONG, de maintenir

la cible actuelle au cours de l'exercice 2018-2019. Reconnu à la tête de *Semence* à l'issue de l'assemblée générale, Brice Okoue Ondo devra aussi s'atteler, de concert avec les autres membres du bureau, à tout mettre en œuvre pour rechercher les financements nécessaires à l'atteinte des objectifs du prochain exercice. De même, des propositions concrètes ont été formulées en vue de susciter une

meilleure implication des chefs d'établissements aux activités menées au profit de leurs apprenants. ONG apolitique créée en 2012 pour venir en aide aux personnes en difficulté sociale (orphelins, veuves, malades), *Semence* œuvre, par le moyen de la Parole de Dieu, à la lutte contre l'alcool, le tabac et les drogues qui apparaissent comme des facteurs de sous-développement de ces populations.

Vie estudiantine

Des cartes d'identité pour les étudiants

R.H.A

Libreville/Gabon

Au cours d'une conférence-débat organisée par le club LMD de l'UOB, la difficulté des apprenants à se faire établir une carte d'identité nationale et les problèmes des actes de naissance ont été soulevés.

LA question de la citoyenneté de l'étudiant était au centre d'une conférence-débat dernièrement à l'Université Omar Bongo (UOB). Ensemble, les étudiants ont évoqué, sous le thème "La citoyenneté fébrile", cette problématique qui, d'après eux, mérite l'attention des décideurs. Cette rencontre organisée par un groupe d'étudiants réunis au sein du club LMD de cette université visait, entre autres, à mettre en lumière l'ensemble des difficultés relatives à l'obtention, par les étudiants, des



Photo : R.H.A

Les membres du club LMD ayant animé la conférence-débat sur la citoyenneté de l'étudiant.

actes d'état civil, notamment l'acte de naissance. Au nom de ses condisciples, le président du Club LMD, Bibang Bi Mvé, a fait cette révélation : "plusieurs d'entre nous ne possédons pas de cartes d'identité nationale". Pour cela, les intéressés proposent des solutions. "Nous avons constaté que la citoyenneté de l'étudiant est fébrile. Nous proposons que le ministère de l'Intérieur prenne des mesures appropriées pour nous diligenter une

opération de police visant à nous établir des cartes d'identité sur place au campus", a plaidé M. Bibang Bi Mvé. Dans le même ordre d'idées, les étudiants ont soulevé un autre problème qui, selon eux, doit retenir l'attention du ministre de la Justice, Garde des Sceaux. C'est celui de la mauvaise tenue des actes d'état civil, en l'occurrence l'acte de naissance. "Nous avons constaté que 2/3 des étudiants ont un problème

avec leurs actes de naissance", a-t-il déploré. Le président du Club LMD en appelle donc à l'attention des décideurs. "Nous souhaitons que le ministre de la Justice diligente une audience foraine pour répondre aux préoccupations relatives à l'état civil de l'étudiant. Parmi les problèmes rencontrés, il y a la rectification des actes d'état civil, la correction d'erreurs matérielles qui existent sur ces actes", a poursuivi l'étudiant.